

BVA



Quand les temps sont durs

Groenenboom Land and Cattle Company fait face à l'adversité dans un marché incertain ébranlé par l'encéphalopathie spongiforme bovine

Herb Groenenboom (à gauche) et **Dan Groenenboom** (à droite), propriétaires de l'entreprise Groenenboom Land and Cattle Company Ltd

Pour les exploitants agricoles, même quand les choses vont pour le mieux, il reste toujours une part d'incertitude. Alors, imaginez la situation des producteurs bovins canadiens.

En mai 2003, l'Agence canadienne d'inspection des aliments a confirmé qu'une vache d'élevage de boucherie du Nord-Ouest de l'Alberta avait contracté l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB), ce qui fut le point de départ de la pire crise que l'industrie bovine canadienne ait connue en 50 ans.

L'ESB est une maladie mortelle qui attaque le système nerveux central des vaches laitières et de celles élevées pour la viande. Elle est aussi réputée causer la maladie de Creutzfeldt-Jakob chez les humains. On l'appelle plus communément « maladie de la vache folle » en référence aux symptômes que manifestent les bêtes atteintes.

Dès que cette maladie a été découverte au Canada, les marchés d'exportation se sont fermés aux produits bovins canadiens, ce qui a immédiatement eu un impact énorme sur toute la chaîne de production et de commercialisation. La découverte ultérieure dans l'État de Washington d'une vache atteinte de la maladie qui était née en Alberta n'a rien fait pour arranger les choses, puisque cela a fait perdurer l'enquête et la fermeture des frontières.

Les regroupements d'intervenants du secteur et les gouvernements ont beau avoir fait de gros efforts pour aider les producteurs bovins à éponger leurs pertes imputables à l'ESB – 680 millions de dollars ont notamment été débloqués dans le cadre d'un programme d'aide transitoire à l'industrie mis en place par le gouvernement fédéral –, l'avenir reste incertain pour l'industrie bovine. C'est sûr que toute entreprise doit composer avec certains aléas, mais il est clair que la menace qui pèse sur l'industrie bovine est d'une gravité exceptionnelle.

Une approche prudente pour encaisser le choc de l'ESB.

Groenenboom Land and Cattle Company est une entreprise familiale qui exploite un parc d'engraissement de taille moyenne d'une capacité de 14 000 têtes de bétail près de Lethbridge, dans l'Alberta. Herb Groenenboom, qui est propriétaire de l'entreprise avec son frère et son père, confirme que le plus difficile pour l'industrie dans les conditions actuelles est de déterminer un niveau de risque acceptable.

« À l'heure actuelle, tout est imprévisible dans notre domaine d'activité, déplore-t-il. On a de tout temps pu raisonnablement compter sur une certaine stabilité des marchés, mais à présent, planifier ses activités futures revient à déterminer le niveau de risque financier qu'on est prêt à assumer. »

Durant la dernière année, la stratégie de Groenenboom a consisté à repeupler avec précaution son parc d'engraissement. « Nous fonctionnons actuellement à environ 50 à 60 % de notre capacité et comptons rester bien en dessous de notre capacité maximale au moins jusqu'à ce que le commerce transfrontalier soit rétabli », précise M. Groenenboom.



44, rue King Ouest
Toronto (Ontario) M5H 1H1
Courriel : businessproducts@scotiabank.com
www.banquescotia.com/bva

Quand les temps sont durs

Ce dernier estime que la plupart des producteurs bovins sont à son instar obligés de faire attention aux dépenses en immobilisations : « Les gens qui avaient des projets d'expansion ou d'achat de gros équipements les ont reporté jusqu'à nouvel ordre. Le fait est que nous ne savons pas exactement combien de temps il faudra à l'industrie pour se remettre. Nous ne sommes même pas sûrs que la situation pourra complètement se rétablir un jour. »

S'il trouve que la dernière année n'a vraiment pas été de tout repos, il se dit reconnaissant du soutien à la fois financier et moral offert : « Je suis sûr de parler au nom de tout le secteur quand je dis que je sais gré aux consommateurs canadiens de continuer à acheter nos produits et aux contribuables de notre pays d'accepter qu'une partie de leurs impôts soit utilisée pour nous aider à traverser cette période difficile. »

Il loue aussi l'approche équilibrée adoptée par la Banque Scotia pour traiter avec ses clients qui, comme lui, sont victimes des ravages de la maladie de la vache folle : « C'est certain que la Banque Scotia est un des grands joueurs dans notre secteur et pour le financement, nous avons pu compter sur un soutien sans faille de leur part. On a craint après la découverte du cas d'ESB que la dépréciation du bétail puisse inciter les banques à revoir leurs positions. À mon avis, la Banque Scotia a fait ce qu'elle pouvait faire de mieux en nous laissant continuer à prendre les décisions que nous estimions être dans le meilleur intérêt de l'entreprise. »

Bob Funk, vice-président, Agro-services de la Banque Scotia fait valoir que si la Banque a su se positionner dans ce contexte, c'est grâce à sa compréhension intime de l'industrie agricole : « C'est un problème d'une ampleur jamais vue qu'a connu l'industrie bovine. C'est sûr que ce fut une année extrêmement difficile pour le secteur, ainsi que pour tous ceux qui travaillent dans des secteurs connexes. Toutefois, dès l'instant où un cas d'ESB a été découvert et que la frontière a été fermée, nous avons travaillé avec nos clients au cas par cas pour aider chacun d'eux à traverser cette crise, ce que nous continuons à faire. Nous nous faisons fort de traiter tout le monde équitablement, avec autant de patience que possible. »

Et Pat Killoran, directeur de la Banque Scotia à Lethbridge, d'ajouter : « Nous sommes conscients de l'importance de l'industrie bovine pour l'économie canadienne. Malheureusement, cette situation délicate a duré plus longtemps que beaucoup d'entre nous auraient pu le croire initialement et nous tenons à tout faire pour répondre aux besoins spécifiques de tous nos clients même s'il n'existe pas de solution universelle. Entre autres possibilités, il peut s'agir de renflouer le fonds d'exploitation ou de rééchelonner ou de restructurer des prêts. Cela dépend. »

Monsieur Killoran fait remarquer que la Banque Scotia a récemment conclu une entente avec Unifeed, un producteur de fourrage bien établi, pour lancer un programme visant à aider les producteurs bovins à gérer leur cheptel et à acheter du fourrage. Dans le cadre de cette entente, les vendeurs d'Unifeed agissent comme de véritables agents de la Banque Scotia en offrant aux producteurs le financement dont ils ont besoin. Les fonds sont ensuite débloqués par la Banque pour le paiement des factures.

« Toutes les parties y trouvent leur compte. C'est une autre façon pour la Banque Scotia d'offrir son soutien au monde agricole », de conclure M. Killoran.

Vers la réouverture de la frontière avec les États-Unis

Le Département d'État pour l'agriculture des États-Unis étudie actuellement les commentaires reçus au sujet de la proposition visant à permettre l'importation de bovins sur pied et de viande et de produits du bœuf aux États-Unis à partir du Canada (en dessous et au-dessus de 30 mois d'âge) ; on s'attend à ce que les États-Unis se prononcent bientôt sur le rétablissement des importations d'animaux d'âge inférieur à 30 mois.

Actuellement, toutes les pièces désossées peuvent être exportées aux États-Unis ainsi que dans un nombre grandissant de pays, mais la frontière reste fermée aux pièces non désossées, à la viande hachée et aux bovins sur pied.

L'ouverture des frontières américaines aux bovins sur pied est d'une importance cruciale, sachant que l'industrie bovine canadienne s'est construite en misant principalement sur l'exportation de viande de bœuf. Avant l'irruption de l'ESB, environ 20 % de la viande de bœuf canadienne était exportée sous forme de bovins sur pied. Cela permettait d'équilibrer l'offre et la demande et d'utiliser au maximum la capacité de conditionnement de viande disponible au Canada. Présentement, en raison des restrictions, tout ce qui est exporté doit avoir été préalablement conditionné au Canada. Sauf que le volume dépasse ce que les conditionneurs canadiens sont en mesure de traiter à eux seuls. Il est donc vital que la frontière soit réouverte au bœuf, surtout que la fixation des prix est devenue problématique pour les stocks de bovins.

